

Extrait du Revue du Mauss permanente

<http://www.journaldumauss.net>

Sarkozy et Napoléon le petit

- Gazette - Débats -

Date de mise en ligne : dimanche 17 mai 2009

Revue du Mauss permanente

Cet article a paru initialement sur le site [Turquie européenne](#) . Nous remercions Ahmet Insel de nos avoir autorisés à le reproduire.

Un siècle et demi plus tard, la France aurait-elle rénoué avec le bonapartisme ? C est une question que de nombreux politologues avaient posée, il y a de cela deux ans, juste avant que Nicolas Sarkozy ne parvienne à la présidence de la République française. Et tout ce que l on a vécu depuis cette élection tend à prouver que ce bonapartisme n est pas une hypothèse académique mais bien une réalité des plus concrètes.

Nicolas Sarkozy qui met en oeuvre un projet de modernisation fondé sur une sorte d union entre autoritarisme et libéralisme économique, continue de mener la danse et de surprendre son monde avec une conception du pouvoir qui rappelle celle de l homme que Victor Hugo surnomma "Napoléon le petit". Le mode de "gouvernance" du neveu de Napoléon Bonaparte, parvenu au pouvoir en 1848 par les urnes et qui le conserva 20 années durant suite à son coup d Etat de 1851 consistait à donner le change aux classes moyennes en nourrissant une nostalgie de l Empire napoléonien pour faire passer une série de réformes autoritaires et conservatrices. Le style, quant à lui, tenait d une synthèse entre une culture de l illusion et des grandes paroles vides de sens, d une concentration accrue des pouvoirs comme du sens de la solidarité envers une clique de puissants et de riches. L essentiel consistant en la matière à régulièrement rafraîchir la légitimité de ce pouvoir par le biais du plébiscite. On parle alors d autoritarisme plébiscitaire.

Piles wonder et hyperactivisme

Pratique qui contient la nécessité d une protection de l ordre établi qu on dit menacé et que seul un chef autoritaire et populaire est à même de sauver, l obligation de veiller aux intérêts des riches prétextant celle de veiller sur les plus pauvres. Comme celle d une modernisation inspirée du modèle d économie de marché et pour laquelle on ne cesse de brandir des peurs. Sans négliger par ailleurs d étaler des passages entiers de sa vie personnelle et de celles de ses proches sous des lumières qu envieraient bien des séries roses.

À cela ajoutez une touche d audace mêlant ignorance et insolence. Et ces attitudes d adulte hyperactif qu il orne de gestes et de mimiques de poupées sur piles Wonder, venant parfaitement incarner ces audace et suffisance. Un cas somme toute assez rare d harmonie mentale et corporelle. Dans cette France renouant avec les eaux usées du bonapartisme triomphe un mode d exercice du pouvoir capable de présenter chaque jour une nouvelle idée géniale. La France offre le paysage d une république bonapartiste où toute chose dépend de la présidence de la République, où les traditions de travail que les institutions publiques avaient développées et affinées au fil des ans sont bouleversées sur le mode "je l ai fait et c est ainsi", où sous couvert d une réforme de l enseignement, on conduit les universités vers le chaos.

Un des meilleurs exemples de ces idées de génie dont les chances de survie étaient depuis le début évidemment très proches de zéro et dont on a dû se débarrasser assez rapidement n est autre que le projet d Union pour la Méditerranée. Lancé pour offrir à la Turquie "non une adhésion à l UE mais la perspective d un partenariat privilégié", il fut après deux convulsions, délicatement remis sur quelques poussiéreuses étagères. Et aujourd hui, en lieu et place de projet mort-né, Sarkozy de proposer de lancer immédiatement des négociations pour un partenariat économique et de sécurité avec la Turquie. Il nous parle ici du projet visant à la création d un espace économique et de sécurité de 800 millions d habitants, englobant la Russie. Alors qu il faisait, ces derniers jours, la promotion de

cette idée, le président de la République tchèque en charge de la présidence tournante de l'UE inaugurerait le projet de partenariat oriental de l'UE avec six anciennes républiques de l'URSS, et ce, entre deux regards courroucés de Moscou. On présentait un paquet d'accords commerciaux et de facilités concernant les visas, sans y joindre la promesse d'une adhésion future, à 6 pays : Ukraine, Biélorussie, Moldavie, Bélarus, Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan. La Russie faisant savoir dès le début qu'elle percevait une telle démarche comme une incursion, voire une attaque menée dans son propre pré-carré. Il était donc évident que l'idée de l'espace économique et de sécurité commun était de l'ordre des idées mort-nées.

Un destin partiellement commun avec l'Europe

Lançant la campagne pour les élections européennes du 7 juillet prochain Nicolas Sarkozy s'est fendu d'un discours lors d'un meeting de l'UMP. Et c'est ainsi qu'un parti lance une campagne avec la parole du Président. Preuve par le fait que le Président de la République est encore et aussi un chef de parti. Lors de ce discours, l'ovation la plus forte qu'il parvint à recueillir des 4000 militants qui y assistaient, Sarkozy la reçut à l'occasion d'une charge contre l'idée de la Turquie en Europe. Jusque là bien sage, l'assistance alors enthousiaste, s'est déchaînée au motif du non à la Turquie dans l'UE. Sarkozy soulignait alors qu'il était impératif de dire non à la Turquie pour que l'Europe puisse exister comme puissance politique. Puis encore, que pour être en mesure de simplement vouloir cela, il fallait renoncer à l'idée d'un élargissement sans fin de l'Union européenne. Tout en disant oui à l'idée de maintenir les liens les plus proches possibles avec les pays qui comme la Turquie "n'avaient qu'un destin partiellement commun avec l'Europe", il rappelait que la limite infranchissable à ce rapprochement n'était autre que l'adhésion. Pourquoi ? Parce que la Turquie étant la Turquie, elle ne pouvait pas être membre.

Le ton de ce discours ressemblait à s'y méprendre à celui qu'il avait tenu il y a de cela quatre mois devant les présidents d'Université et les présidents d'importants instituts de recherche qu'il avait réunis pour l'occasion au palais de l'Élysée, discours au cours duquel il avait présenté un projet de réformes tout en le tissant de critiques souvent infondées mais surtout prononcées sur un ton condescendant. L'orateur ? Un petit chef à l'égo démesuré trouvant suffisante son action à la tête de l'UE pour s'autoproclamer sauveur de l'UE. Pas difficile de deviner ce que les autres titulaires de la Présidence européenne tournante peuvent penser de ce petit chef. Tenant pour du courage l'application d'une thérapie de choc au corps social sous forme de réformes libérales parées des oripeaux de la "nouveau" et du progrès, la rénovation à la sauce Sarkozy ne néglige jamais de s'adosser aux thèmes les plus conservateurs de la politique française. Dans son récent discours sur l'UE, Sarkozy prenait bien soin d'insister sur "l'héritage chrétien". Il devait ensuite ajouter un propos qui ne figurait pas dans son discours écrit : "Un héritage chrétien dont nous n'avons pas à nous excuser !" Il s'agit là d'une affirmation qui dépasse la simple remarque historique et sociale. C'est celle d'un vrai militant. On y reconnaît là le timbre de certaines des déclarations allant à l'encontre des traditions et principes laïques en France, déclarations qu'il avait prononcées lors de sa visite au Vatican en 2008. En France, il est assurément un large part de la population pensant que la venue de Sarkozy au pouvoir est une véritable catastrophe. Ils vivent avec l'espoir que Sarkopart soit renversé lors des prochaines élections, en se persuadant de patienter encore trois ans. Et s'il est parmi ceux-là des amis de la Turquie, ils s'excusent de ce que fait et de ce que dit Sarkopart. Ils proposent également à la Turquie de patienter encore trois ans en lui rappelant que quoi qu'il arrive le processus d'adhésion de ce pays survivra et dépassera la carrière politique prévisible de ce personnage.

En outre, ils nous précisent que le jaillissement impromptu du "nous ne voulons pas de la Turquie" à la veille des élections européennes n'est autre qu'une tactique électorale. Et il y a beaucoup de vérité dans tout ce qu'ils disent.

Mais quand on pense à l'idée selon laquelle le nombre de ceux dont les poils se dressent à la simple évocation de la "Turquie en Europe" constitue une masse bien plus importante que celle des électeurs de Sarkozy, on ne peut s'empêcher de se poser la question suivante : "N'avez-vous pas ce que vous méritez ?" Voilà bien sûr une sorte de

consolation du pauvre...

Traduction Marillac